

Print

L'Europillage de la Grèce

De [Bruno Adrie](#)

Global Research, août 04, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/leuropillage-de-la-grece/5467121>

Dans une intervention effectuée lors du colloque *Democracy Rising* qui s'est tenu à Athènes le 17 juillet dernier, l'économiste Costas Lapavistas a souligné le fait que le conflit autour de l'endettement de la Grèce n'est pas celui d'un État en butte à des dispositions purement techniques et dépolitisées mais, bien au contraire, le révélateur d'un conflit de classes. En effet, a-t-il fait remarquer lors du référendum du 5 juillet, les riches ont voté « oui » alors que les pauvres et

classes moyennes défavorisées ont voté « non ».

Une vérité accessible à tous et pas seulement aux économistes. Nous savons aussi que la route sera longue avant le retour de bâton qui permettra de tenir tête à l'obstination des riches à tout vouloir s'approprier. Pas besoin d'être économiste pour comprendre que les grandes lignes des traités qui définissent l'Union Européenne et l'Eurozone sont avant tout les dispositions qui donnent un caractère légal au pillage des États par le capital privé.

En effet, à quoi bon avoir supprimé les frontières si ce n'est pour permettre la libre circulation des capitaux ? A quoi bon avoir déréglementé si ce n'est pour permettre à ces mêmes capitaux de pénétrer dans des domaines auparavant protégés comme le social ou l'environnemental ? A quoi bon maîtriser l'inflation si ce n'est pour protéger les placements qui la craignent par dessus tout ? A quoi bon avoir créé une monnaie unique si ce n'est pour permettre aux bénéficiaires réalisés par le capital de pouvoir être rapatriés sans crainte de laisser des plumes dans le vent imprévisible des variations des taux de changes (un fonds d'investissement est rémunéré sur sa prestation finale) ? Enfin, à quoi bon exiger encore et toujours plus de privatisations si ce n'est pour s'emparer enfin des profits autrefois réservés aux entreprises publiques ? Le capital est un chasseur qui chasse au bazooka sur des terrains parfaitement plats, *déclôturés*, sans arbres, sans un rocher derrière lequel ses proies pourraient se cacher, un *level playing field* offrant une visibilité parfaite et surtout pas de cages, pas de réserves dans lesquelles certaines espèces pourraient échapper à la dure règle d'un *struggle for life* reconverti en chasse d'opérette pour satisfaire les appétits féroces d'un capital à l'image de ces dentistes, magnats ou rois imbéciles qui, le sang à la bouche et des couteaux plein les yeux, ne cherchent qu'à détruire, sous bonne garde car ils ne sont pas braves, tout ce que la nature a fait de beau, de grand et d'innocent, c'est-à-dire l'exact contraire d'eux-mêmes. En regardant bien ces possédés, on devrait voir les démons en essaims qui leur sucent la cervelle.

D'après Costas Lapavistas, les mesures prises par Tsipras sont injustes, ne serait-ce que parce que les impôts vont subir une augmentation de 2% du PIB, « le gros des recettes fiscales [venant] des impôts indirect », de la TVA, l'impôt inégalitaire par excellence puisque pesant sur les produits de première nécessité et faisant retomber, de ce fait, sur les moins bien lotis, le poids des impôts que les riches ne paient pas grâce aux cadeaux fiscaux qu'on leur fait depuis 2001 et grâce à l'évasion fiscale, ce couloir de liberté ouvert, à dessein, par le système bancaire pour permettre aux bienheureux de la mondialisation d'échapper aux lourdes chaînes étatiques. L'oligarchie grecque peut vraiment dormir tranquille « sous [les] vastes portiques que des soleils marins [teignent] de mille feux »* car elle est, en plus, protégée par ses pairs européens. « Les créanciers exigent notamment que l'impôt sur la solidarité soit ramené de 8 % à 6 % maximum pour les revenus supérieurs à 500 000 euros » (Guillot) – ce qui, il faut l'admettre, est loin d'être une mesure révolutionnaire – en prétextant – quelle ironie ! – que ce taux élevé encouragerait les possédants à... l'évasion fiscale. Un prétexte, un classique, un de plus dans la série des prétextes qui, cousus bout-à-bout, ont permis de façonner la tunique de

l'empereur, d'écrire tous ces traités destinés à pérenniser et amplifier la rente des puissants. Car tout n'est qu'affaire de rente.

Une vulgaire affaire de rente, la mondialisation, assortie des contraintes nécessaires que sont les pressions, la dette, les coups d'Etats en couleur ou en noir et blanc, les assassinats, les guerres et les exécutions médiatisées des tyrans ennemis – car il y a des tyrans amis comme Pinochet et ses cinquante millions dormant dans les caisses de la banque Riggs. Elle est facile à comprendre l'Histoire puisqu'elle est l'éternel retour du pillard contre l'agriculteur, du pillard contre l'artisan, du pillard contre le travailleur, et qu'aujourd'hui, derrière le rideau javellisé des traités, c'est bien le pillard qui guette, déguisé en capitaliste, et que rien n'arrêtera, surtout pas nos discours, puisqu'il possède toutes les violences, à commencer par celle des mots.

Mais lisez donc jusqu'au bout l'intervention de Costas Lapavitsas.

Bruno Adrie

*Charles Baudelaire, « La vie antérieure », *Les fleurs du mal*, 1857

Sources :

« [Lapavitsas Calls for Exit as the Only Strategy for Greek People](#) », intervention de Costas Lapavitsas dans le cadre du colloque *Democracy Rising*, Athènes, 17 juillet 2015

[Transcription en français](#) de cette intervention sur www.oceanews.fr

Adea Guillot, « [La Grèce et ses créanciers s'opposent sur le niveau de taxation des plus riches](#) », *Le Monde*, 31 juillet 2015

Photo : Mario Draghi, vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs entre 2002 et 2005, gouverneur de la Banque d'Italie entre 2006 et 2011, président de la Banque centrale européenne (BCE) depuis le 1er novembre 2011.

Copyright © 2015 [Bruno Adrie](#)